



Demande d'arrêt de police de la circulation

Code de la route L411-1 à L411-7
Code général des collectivités territoriales L2213-1 à L2213-6.1

cerfa
N° 14024*01

Gestionnaires des réseaux routiers

Le demandeur

Particulier

Service public

Maître d'œuvre ou conducteur d'opération

Entreprise

Nom : **GUEDE** Prénom : **Yael**

Dénomination : **AXIANS CEGELEC OUEST TELECOMS** Représenté par : **GUEDE Yael**

Adresse Numéro : **1** Extension : Nom de la voie : **boulevard de l'Odé**

Code postal **3 5 7 4 0** Localité : **PACE** Pays :

Téléphone **0 7 8 6 8 4 1 0 8 2** Indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Courriel : **yael.guede** @ **axians.com**

Si le bénéficiaire est différent du demandeur **ORANGE**

Nom : Prénom :

Adresse Numéro : **8** Extension : Nom de la voie : **rue Jacqueline Auriol**

Code postal **3 5 1 3 6** Localité : **ST JACQUES DE LA LANDE** Pays :

Téléphone Indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Courriel : @ **orange.com**

Localisation du site concerné par la demande

Voie concernée : Autoroute n° Route nationale n° Route départementale n° Voie communale n°

Hors agglomération En agglomération

Point de Repère (PR) routier d'origine d'application : + Point de Repère (PR) routier de fin d'application : +

Adresse Numéro : **2** Extension : Nom de la voie : **Jotissement des Sapins**

Code postal **3 5 5 6 0** Localité : **VAL COUESNON**

Nature et date des travaux

Permission de voirie antérieure : Oui Non Si oui indiquer la référence : **2022-001**

Description des travaux : **Réalisation d'une tranchée pour la pose d'une chambre et de fourreaux Télécom sur 10m en traversée de route**

Date prévue de début des travaux : **2 5 1 0 2 0 2 2** Durée des travaux (en jours calendaires) : **1 1**

Réglementation souhaitée

Durée de la réglementation (en jours calendaires) : Date de début de réglementation
Restriction sur section courante Restriction sur bretelles

Sens de circulation concerné : Deux sens de circulation Sens des Points de Repères (PR) croissants

Sens des Points de Repères (PR) décroissants Fermeture à la circulation

Basculement de circulation sur chaussée opposée

Circulation alternée : Par feux tricolores Panneaux B15 + C18

Restriction de chaussée :

Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) Empiètement sur chaussée largeur de voie maintenue

Suppression de voie nombre de voie(s) supprimée(s)

Interdiction de :

Circuler

Véhicules légers
poids lourds

Stationner

véhicules légers
poids lourds

Dépasser

véhicules légers
poids lourds

Vitesse limitée à : km/h

Itinéraire de déviation (à préciser par sens) :

.....
.....
.....

Autres prescriptions :

.....
.....
.....

La pose, le maintien ou le retrait de la signalisation spécifique au chantier sont effectués par :

Le demandeur Une entreprise spécialité

Nom : Prénom :

Dénomination : Représenté par :

Adresse Numéro : Extension : Nom de la voie :

Code postal Localité : Pays :

Téléphone Indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Courriel :@.....

Pièces jointes à la demande

Afin de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'arrêté est accompagnée d'un dossier comprenant :

Une notice détaillée avec notamment l'évaluation de la gêne occasionnée au usagers

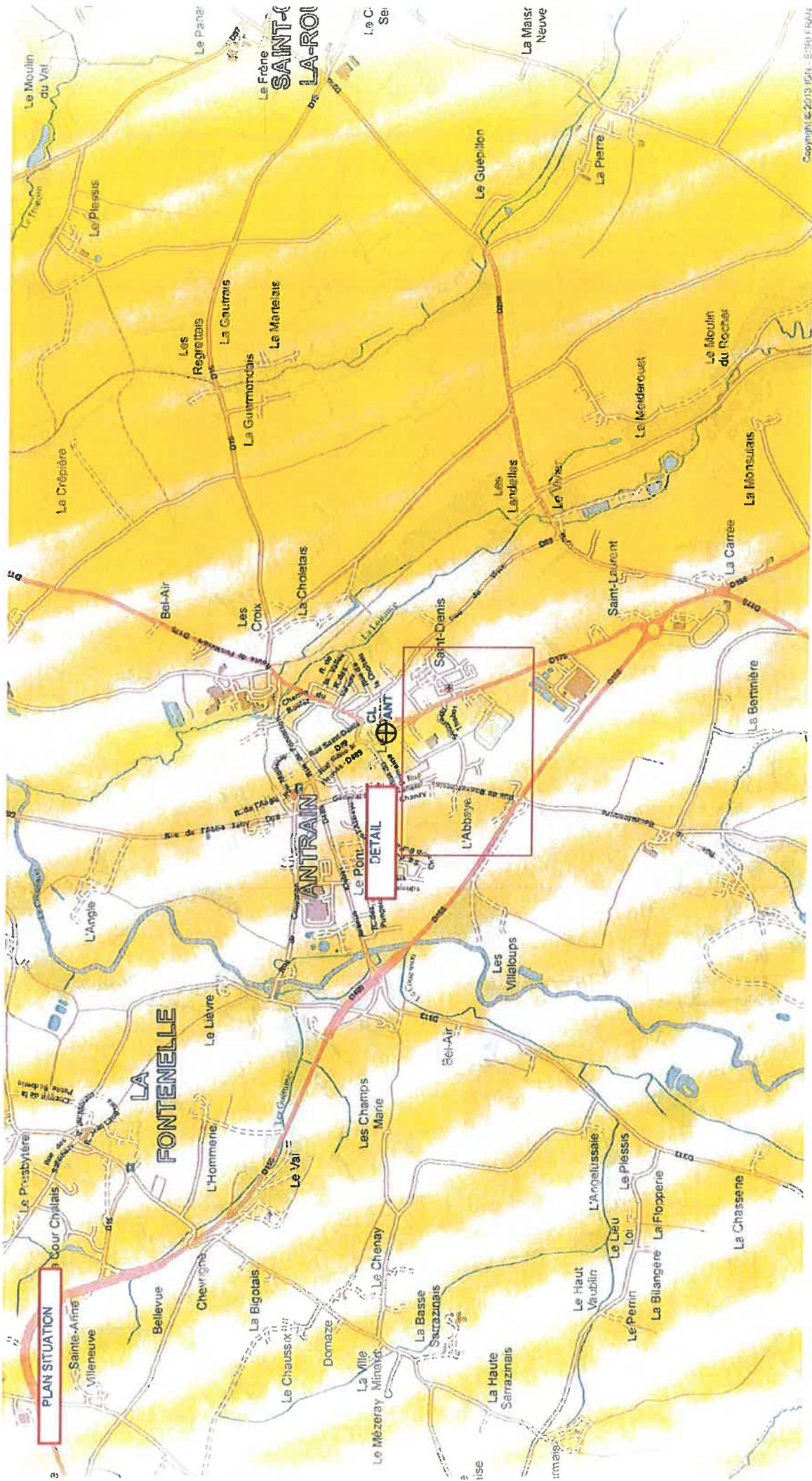
Plan de situation 1/10 ou 1/20 000^{ème} Plan des travaux 1/200 ou 1/ 500^{ème} Schéma de signalisation

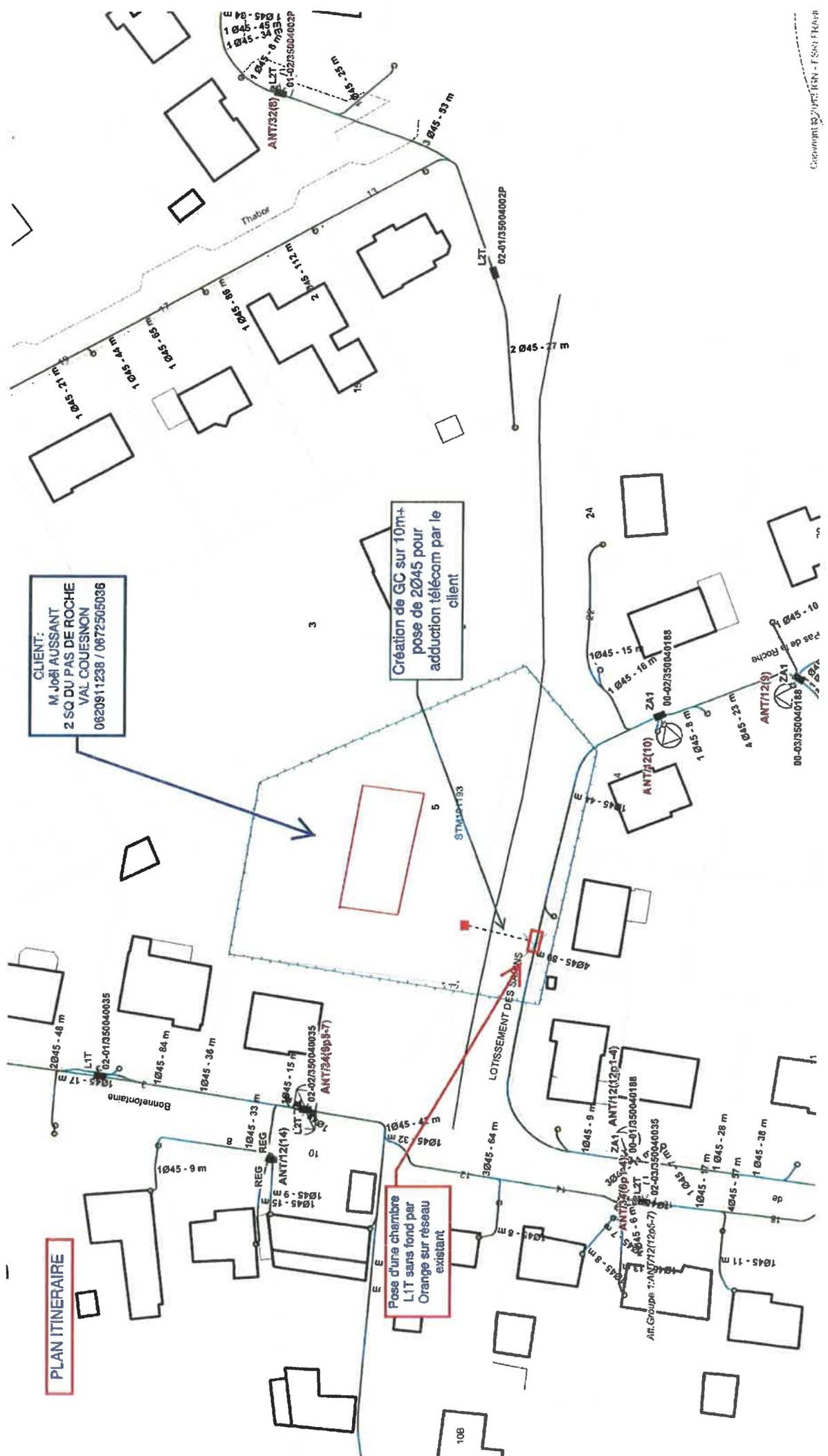
Itinéraire de déviation 1/2 000 ou 1/5 000^{ème}

J'atteste de l'exactitude des informations fournies

Fait à : ... Le : à Pacé

Nom : GUEDE Prénom : Yael Qualité : Conducteur de travaux





CLIENT:
 M. JOËL AUSSANT
 2 SQ DU PAS DE ROCHE
 VAL COUESNON
 0820911238 / 0672505036

Création de GC sur 10m+
 pose de 2Ø45 pour
 adduction télécom par le
 client

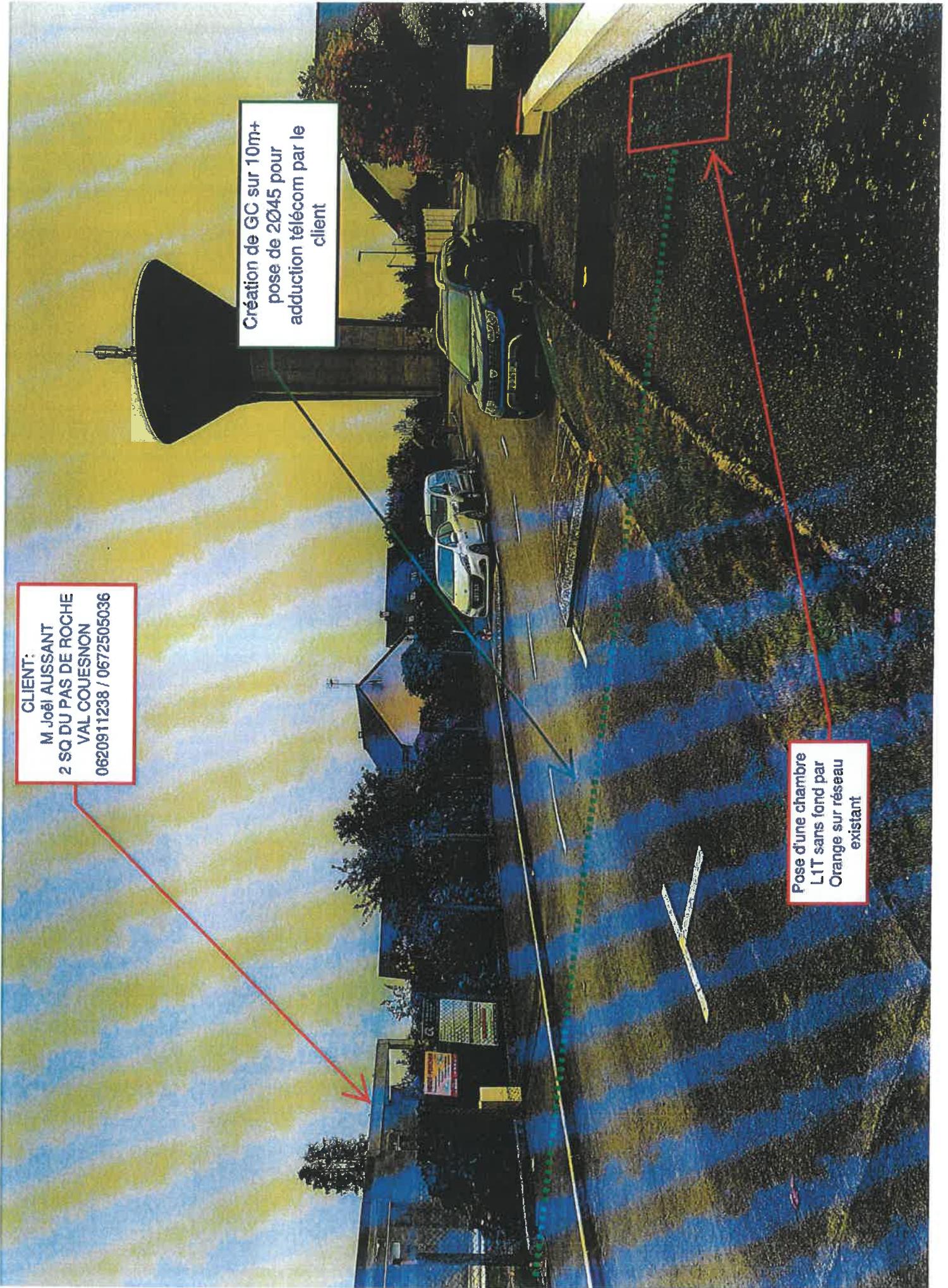
PLAN ITINÉRAIRE

Posa d'une chambre
 L1T sans fond par
 Orange sur réseau
 existant

CLIENT:
M. Joël AUSSANT
2 SQ DU PAS DE ROCHE
VAL COUESNON
0620911238 / 0672505036

Création de GC sur 10m+
pose de 2Ø45 pour
adduction télécom par le
client

Pose d'une chambre
L1T sans fond par
Orange sur réseau
existant





DÉPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE
COMMUNE DE VAL-COUESNON
COMMUNE DÉLÉGUÉE D'ANTRAIN
ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° PM2022/10/02

**Arrêté temporaire portant règlementation de la circulation et du stationnement
- Autorisation d'occupation du domaine public -**

Le Maire de la commune de Val-Couesnon,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1 et suivants règlementant la police municipale, et les articles L 2213-1 à L 2213-6, règlementant la police de la circulation et du stationnement ;
- VU le code de la route ;
- VU le code de la voirie routière ;
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 8^{ème} partie - signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
- VU l'arrêté de Voirie portant permission de voirie N° 2022-001 de Monsieur le Maire de Val-Couesnon en date du 04 janvier 2022 ;
- VU la demande formulée en date du 13 octobre 2022 par M. Yaël GUÉDÉ, conducteur de travaux, représentant la société AXIANS CÉGÉLEC OUEST TÉLÉCOMS – 1, rue de l'Odet – 35740 PACÉ, agissant pour le compte de ORANGE – 8, rue Jacqueline Auriol – 35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'occuper le domaine public « square du Pas de Roche » à Antrain, commune déléguée de Val-Couesnon, en vue d'effectuer des travaux de réalisation d'une tranchée pour la pose d'une chambre et de fourreaux Télécom sur 10 mètres de traversée de route « square du Pas de Roche » à Antrain, commune déléguée de Val-Couesnon (35) à compter du mardi **25 octobre 2022** pour une durée de règlementation et de travaux de **onze jours calendaires** ;
- VU l'état des lieux ;
- **CONSIDÉRANT** que le Maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'état dans le département, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'état qui y sont relatifs ;
- **CONSIDÉRANT** que la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;
- **CONSIDÉRANT** que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publique, et qu'en raison du déroulement des travaux précités il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public en vue d'effectuer des travaux de réalisation d'une tranchée pour la pose d'une chambre et de fourreaux Télécom sur 10 mètres de traversée de route « square du Pas de Roche » à Antrain, commune déléguée de Val-Couesnon (35) à compter du mardi **25 octobre 2022** pour une durée de règlementation et de travaux de **onze jours calendaires**.

Article 2 : La circulation et le stationnement de tous les véhicules et piétons square du Pas de Roche à Antrain, commune déléguée de Val-Couesnon (35) seront réglementés comme suit en fonction des nécessités du chantier en raison des travaux précités à compter du mardi **25 octobre 2022** pour une durée de règlementation et de travaux de **onze jours calendaires** :

- Des barrières ou des plots seront mis en place afin de sécuriser et neutraliser la zone de travaux ;
- La circulation de tous les véhicules aux abords de la zone de travaux définie ci-dessus s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par panneaux B15-C18 ;
- La vitesse de tous les véhicules circulant dans la zone de travaux est limitée à 30 km/heure.
- Le stationnement de tous véhicules sera interdit dans et aux abords de la zone de travaux définie ci-dessus ;
- La circulation des piétons est interdite dans et aux abords de la zone de travaux ;

Article 3 : Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation devra supporter tous les frais, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation, dans le cas où ses travaux nécessiteraient le déplacement d'installations déjà implantées sur le domaine public.

Article 5 : Le titulaire de la présente autorisation a la charge de la signalisation de son installation dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992, en particulier pour la signalisation nocturne. Une pré-signalisation par panneau AK5 sera mise en place à chaque extrémité de la zone de travaux. Le titulaire de la présente autorisation est en outre responsable de tous les dommages et accidents qui pourraient survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 6 : Le titulaire de la présente autorisation, laquelle est personnelle, sera responsable tant vis-à-vis de la Collectivité que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations. Il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de son installation.

Article 7 : Le titulaire de la présente autorisation précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

Article 8 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le titulaire de la présente autorisation sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

Article 9 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration du délai. Elle est personnelle et ne peut faire l'objet d'aucune cession à quelque titre que ce soit. Elle ne peut faire l'objet d'aucun renouvellement tacite.

Article 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en contravention avec les prescriptions en matière de stationnement pourront être considérés comme gênants au titre de l'article R417-10 du Code de la route, et faire l'objet d'une immobilisation et d'une mise en fourrière.

Article 12 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de Val-Couesnon (35) conformément à la réglementation en vigueur.

Article 13 : Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes – Hôtel de Bizien – 3, contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Il peut également faire l'objet auprès du Maire de Val-Couesnon d'un recours gracieux, celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Article 14 : Le Maire de la commune de Val-Couesnon, le Maire délégué d'Antrain, commune déléguée de Val-Couesnon, la Directrice Générale des Services de la Commune de Val-Couesnon, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Maen-Roch, le Garde Champêtre de la Commune de Val-Couesnon, et le Responsable des Services Techniques Municipaux de la commune de Val-Couesnon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Chef de Centre d'Incendie et de Secours de Val-Couesnon et au pétitionnaire.

PLAN DE DIFFUSION :

Pour attribution :

Maire délégué d'Antrain
BT Gendarmerie de Maen Roch
D.G.S. de la commune de Val-Couesnon
Garde Champêtre de la commune de Val-Couesnon
Responsable des Services Techniques Municipaux

Publication et (ou) Affichage :

Affichage Mairie – Site internet communal

Administratif :

Minutier

Fait à Val-Couesnon, le 24 octobre 2022,

Le Maire de Val-Couesnon,
Emmanuel HOUDUS



Conformément à l'article L2131-1 du CGCT,
Le Maire, certifie le caractère exécutoire du présent acte qui
a été :

Publié ou notifié le : **24 OCT. 2022**